

PROJET D'ORDRE DU JOUR
**de la table ronde virtuelle sur l'avenir de la Partie A
qui se tiendra le 8 avril 2021**

Début	Fin	Interprétation		
Je 9.30 h	Je 16.30 h	FR	DE	NL

Présidence : Mme Muriel Bouldouyré, délégation française

Modération : M. Roland Blessinger, délégation suisse

Cette table ronde a pour objet **d'initier des réflexions entre les acteurs concernés** (États, profession, ONGs) **pour anticiper au mieux les défis** auxquels va être confronté le système international ces prochaines années.

Après 10 ans de mise en œuvre, la rétribution d'élimination a été augmentée pour la 1^{ère} fois en 2021, passant de 7,50 euros à 8,50 euros. Dans ses rapports annuels, l'IIPC (instance de la CDNI dédiée à la mise en œuvre de la Partie A) s'attend à ce que **l'évolution des coûts soit constante pour de multiples raisons** :

- **part des coûts fixes importante** : suivi du coût de la vie, augmentation des coûts d'élimination des eaux de fond de cale, normes environnementales plus contraignantes...
- **des dépenses importantes exceptionnelles** : extension du réseau, mise en service de bateaux déshuileurs (obligation de double coque à partir de 2038) ...
- pas de revenus tirés de la valorisation des huiles usées.

Des facteurs externes sont à prendre en compte comme le démontre la crise de la pandémie de COVID 19. Celle-ci a déjà fait ressentir ses premières conséquences sur le système : l'arrêt total ou partiel de la navigation à passagers en 2020 a conduit à une baisse des revenus significative (pas de rétribution d'élimination en l'absence d'avitaillement de cette flotte) alors que le réseau a été maintenu à coûts constants.

À ces défis s'ajoute la **nécessité pour le système de répondre aux besoins de la profession**, qui a besoin d'un réseau adapté (disponibilité du service, maillage géographique) pour lui permettre de répondre à ses obligations environnementales découlant de la CDNI.

Dans l'esprit de la CDNI depuis sa création, la table ronde vise à réunir les États, la profession et les organisations concernées pour identifier ensemble les solutions à mettre en œuvre pour **assurer la pérennité du système international**.

- 1. Adoption de l'ordre du jour**
- 2. Etat des lieux, aperçu des travaux en cours et défis après 10 ans de mise en œuvre de la Partie A de la CDNI**
- 3. Perspectives d'évolution du système**
 - 3.1. Résultats des concertations menées au niveau national avec la profession en vue d'une stratégie pour l'avenir de la Partie A, initiées en 2019**
 - 3.2. Présentation de l'état des réflexions par l'OEB/UENF**
- 4. Retours d'expériences sur la mise en œuvre de la Partie A**
 - 4.1. Exemple d'une station mobile bateau avitailleur / déshuileur**
 - 4.2. Perspectives du point de vue des infrastructures de réception et de collecte portuaires**
- 5. Synthèse, conclusions et prochaines étapes**
